

5^e CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ PUBLIQUE (SNPSSP)

Radicalisation de la grève à partir d'avril

Plus qu'une détermination, un défi. Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) ne se préoccupe, désormais, plus de ce que pensera le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière de ses actions futures. Le syndicat ne fera plus aucune concession, de quelque nature soit elle, sur les revendications légitimes des médecins spécialistes. Plus encore, il radicalisera son mouvement de protestation et se placera en position de force pour faire barrage à toutes les tentatives d'intimidation, d'humiliation et de répression affichées par les pouvoirs publics de l'ensemble des syndicats autonomes.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse organisée par le SNPSSP, hier, pour faire le compte rendu de la tenue de son 5^e congrès, le Dr Yousfi, fraîchement réélu à la tête du syndicat, n'a pas mâché ses mots en évoquant toutes les entraves rencontrées dans la préparation du congrès, à commencer par l'autorisation des autorités locales pour la tenue du congrès. Ce n'est qu'à vingt-quatre heures du rendez-vous que le fameux document a été délivré, avec la condition mentionnée par le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière de «fournir l'ordre du jour du congrès et de limiter celui-ci à la réélection du bureau». «C'est le summum de l'ingérence. La tutelle a été jusqu'à s'impli-

quer dans le contenu de notre assemblée générale qui est souveraine», déplore le Dr Yousfi, bien décidé, par ce nouveau mandat qui vient de lui être confié, à défendre humblement la profession qu'il représente et aussi les libertés syndicales et d'expression, de plus en plus bafouées. «A travers les pressions que nous avons subies et qui continuent à casser notre travail, nous nous sommes rendus à l'évidence que ceux qui se réclament comme garants des lois de la République, sont ceux-là mêmes qui violent la réglementation et sabotent nos actions», dit-il en signalant que c'est «la première fois que le ministère de la Santé s'immisce dans les affaires internes du syndicat, en posant ses conditions pour

la tenue du congrès». «On aurait compris qu'un refus nous ait été signifié, mais autoriser le congrès avec des conditions, cela relève de nouvelles formes de pression». Le Dr Yousfi n'a pas fait l'impasse sur toutes les contraintes engendrées par cette autorisation du ministère sur le plan de l'organisation du congrès où les congressistes ont dû changer trois fois d'endroit, avant de pouvoir tenir leur rencontre. «Le ministre a même dépêché pour la première fois un sous-directeur de son département pour assister aux travaux du congrès. L'invité était le bienvenu. Nous lui avons même adressé un message à transmettre à son ministre», affirme le confédéré.

Le message des syndicalistes : «Nous n'abdiquons pas»

«Si le ministre est un véritable politicien, il doit savoir et comprendre qu'aucune réforme dans le domaine de la santé ne pourrait se faire sans les syndicats et sans les médecins spécialistes en particulier. Cette situation de pourrissement est le résultat de la politique actuelle du ministre qui a fermé les portes aux syndicats. La balle est dans son camp. On est incontournable», tel est le message du SNPSSP à sa tutelle.

Les médecins spécialistes crient à la trahison dans le dossier du statut particulier. Invité à participer à une commission mixte pour l'élaboration de celui-ci, le syndicat a été surpris

par l'avant-projet présenté par le ministère de la Santé qui a trahi complètement le contenu du travail fait par la commission mixte. «Nous refusons de cautionner ce statut particulier auquel les fonctionnaires n'ont pas été associés.

D'ailleurs, notre action sera dirigée vers le gouvernement dans son ensemble pour rejeter la grille des salaires qu'on veut appliquer avant que les statuts soient élaborés», dira-t-il. Tout ce qui a trait à la grille des salaires, au régime indemnitaire et au point indiciaire, fera l'objet de décisions qui seront prises dans le cadre de la Coordination des syndicats autonomes. Se réjouissant de la mobilisation des différentes branches de la santé

publique, le Dr Yousfi fait savoir que des actions radicales seront prochainement lancées. Les consultations ont d'ores et déjà commencé et le mouvement de grève reprendra de plus belle d'ici le début du mois d'avril.

Le 5^e congrès du SNPSSP a tranché ses positions dans ce sens et inscrit sa protestation dans la durée. «Il ne sera plus question de grève de trois jours uniquement, mais d'un mouvement radical», avertit le confédéré.

Concernant les revendications spécifiques du syndicat, l'orateur a soutenu que sur ce plan également, des décisions fermes ont été adoptées mais ne seront pas divulguées dans l'immédiat, du moins pas avant d'avoir les réponses aux doléances exprimées une fois de plus au représentant du MSRH. «Nous avons adressé un ultimatum au ministre. S'il refuse de nous écouter, nous allons l'obliger à le faire, par notre force et notre détermination à arracher nos droits», insiste le confédéré qui laisse entendre que la radicalisation du mouvement est la seule alternative pour mettre un terme au pourrissement qui gangrène le secteur de la santé.

R. M.

LE SNPSSP RÉPOND À ZERHOUNI «Personne ne nous dicte notre conduite»

Interrogé sur les avertissements lancés par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales à toutes les ONG et syndicats qui maintiennent des contacts directs avec l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, le président du SNPSSP a indiqué que son organisation est souveraine et n'accepte aucune ingérence de la part d'aucune autorité de l'Etat, concernant ses contacts et ses connaissances. «Nous sommes responsables et nous savons pertinemment avec qui nous devons discuter

et sur quel sujet. Les donneurs de leçons sur le nationalisme n'ont qu'à nous dire où ils étaient pendant que l'Algérie était à feu et à sang.» «Nous, nous étions dans les hôpitaux à soigner nos malades et blessés. Alors aujourd'hui, nous refusons que qui que ce soit nous dicte notre conduite», a déclaré le Dr Yousfi. A signaler que le SNPSSP n'a pas été destinataire de la note de Zerhouni qui interdit aux syndicats de se rapprocher de la diplomatie américaine en Algérie

R. M.

CONSTANTINE

Le torchon brûle entre le wali et les ferrailleurs

Le wali de Constantine menace de recourir à la force publique si, toutefois, les ferrailleurs ne respectent pas la décision du transfert de leur activité vers la nouvelle zone dite Edouames, dans la commune de Aïn Abid.

Ilhem B. Tir - Constantine (Le Soir) - Ainsi, un bras de fer opposant le wali aux 123 ferrailleurs exerçant dans la zone de Guettar El Aïch (Khroub) a été engagé depuis hier, date de la notification de la décision de la direction de l'organisation et des affaires juridiques signée par le wali. Cette décision a été rejetée en bloc par les ferrailleurs décidés à l'ignorer.

«La menace du wali ne nous fait pas peur et nous ne quitterons pas les lieux», avait souligné l'un des commerçants.

L'arrêt de la wilaya, diffusé hier, fait état du gel des activités relatives à la vente de la ferraille au niveau de la zone de Guettar El Aïch à partir du 15 mars 2008 avec l'obligation aux vendeurs de quitter les lieux vers la nouvelle zone pro-

posée par la wilaya qui met à leur disposition les moyens matériels nécessaires pour faciliter leur transfert avec la garantie de la régularisation administrative et juridique du terrain d'affectation dans la commune de Aïn Abid. Mais en cas de non-respect de cette décision, le recours à la force publique sera envisagé, selon le même communiqué. Un ton menaçant que les vendeurs n'ont pas aimé et ont décidé de ne pas céder à la menace. «Nous sommes là depuis 1977, nous avons des arrêtés et s'ils ont besoin du terrain, ils n'ont

qu'à nous proposer un autre site où notre activité ne sera pas compromise», a expliqué l'un d'eux. En effet, le conflit autour du site ne date pas d'hier ; depuis des années, les différents walis qui se sont succédé à la tête de l'exécutif de Constantine ont tenté de reprendre ce site. Il se trouve qu'actuellement, la zone de Guettar El Aïch est inscrite dans le nouveau programme d'urbanisme de la wilaya et le site des ferrailleurs a été retenu pour la réalisation d'un complexe sportif dont les travaux ne devront pas tarder à

être lancés. De leur côté, les occupants du site tiennent à préciser qu'ils ne sont pas contre le transfert en question mais ce qu'ils refusent, c'est la zone proposée. «Pourquoi pas la zone industrielle de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli ?» se sont-ils interrogés avant d'ajouter : «Notre activité est réglementaire, nous vendons de la pièce détachée authentique et nous payons nos impôts. Ils nous doivent respect et compréhension», pour répondre aux accusations du wali concernant l'illégalité de leur activité.

I. T.

EL TARF

20 familles en grève de la faim à Dréan

Parce qu'ils n'ont pu accéder, depuis plus d'une année, au logement social participatif attribué à chacune d'elle à la Cité des 30 logements EPLF à Dréan (El Tarf), 20 familles sur les 30 attributaires entameront avec femmes et enfants une grève de la faim illimitée, à partir aujourd'hui, devant le siège de la daïra.

Affirmant être déterminées à aller jusqu'au bout pour trouver une solution à leur problème, ces familles ne s'expliquent pas l'absen-

ce de réaction des autorités locales qu'elles ont saisies. «Actuellement, nous vivons comme des nomades. La scolarité de nos enfants et

notre vie professionnelle sont perturbées. Nous avons cru que notre calvaire allait prendre fin avec la décision d'attribution d'un logement qui nous a été remise depuis plus d'une année. A ce jour, l'EPLF refuse de nous remettre les clés pour des raisons que nous ignorons et ce, malgré nos nombreuses démarches», ont précisé les

20 signataires de la correspondance adressée à notre rédaction. Les 30 LSP en question, totalement achevés et officiellement réceptionnés depuis des mois, sont effectivement inoccupés à ce jour.

Contacté, le directeur général de l'EPLF d'El Tarf a imputé cette situation, préjudiciable tant aux attributaires qu'à son entreprise, à

la direction de la conservation foncière de la wilaya. Selon lui, en contradiction avec la réglementation en vigueur, cette dernière refuse de procéder à l'établissement de l'acte de morcellement. «Par deux fois, le notaire a tenté des démarches pour débloquent la situation, mais en vain. L'acte de morcellement est incontournable dans la pro-

cédure. Nous sommes, cependant, disposés à remettre les clés aux attributaires pour peu que ces derniers procèdent au versement de la totalité de leur quote-part du prix du logement, et ce, même si nous n'avons toujours pas perçu les 500 000 DA que la CNL devait nous verser», a précisé ce responsable.

A. Djabali